

Audience publique du 23 avril 2018

Recours formé par
Monsieur ... et consort, ...,
contre une décision du ministre de l'Environnement,
en matière de protection de la nature

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 39271 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 mars 2017 par Maître Claude Schmartz, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... et de son épouse, Madame ..., demeurant ensemble à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision du ministre de l'Environnement du 19 décembre 2016 ayant confirmé, suite à un recours gracieux du 25 novembre 2016, la décision initiale du même ministre du 20 septembre 2016 portant refus de l'autorisation pour la réalisation d'une piste extérieure sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ..., section A de ..., au lieu-dit « ... », sous le numéro

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé en date du 16 juin 2017 au greffe du tribunal administratif ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Claude Schmartz déposé au greffe du tribunal administratif le 26 juillet 2017 pour compte de Monsieur ... et de Madame ..., préqualifiés ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé en date du 13 octobre 2017 au greffe du tribunal administratif ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Laura Kimmes, en remplacement de Maître Claude Schmartz, et Madame le délégué du gouvernement Jeannine Dennewald en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 21 février 2018.

Le 21 avril 2016, Monsieur ... adressa au ministère du Développement durable et des Infrastructures, département de l'Environnement, une demande tendant à se voir autoriser à réaliser une « *piste extérieure de 25x50m pouvant être utilisée comme paddock de sortie pour [ses] juments suitées, étalons et équitation extérieure* », sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de ..., section A de ..., au lieu-dit « ... », sous le numéro

Par décision du 20 septembre 2016, le ministre de l'Environnement, ci-après désigné par « le ministre », rejeta ladite demande en les termes suivants :

« En réponse à votre requête du 19 juillet 2016 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la réalisation d'une piste extérieure sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ... : section A de ... (...) sous le numéro ..., j'ai le regret de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je ne saurais réserver une suite favorable au dossier.

En effet, l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que seules des constructions servant à l'exploitation agricole ou similaire, ou à un but d'utilité publique sont autorisables en zone verte.

Or, votre activité relevant exclusivement ou majoritairement de sports ou de loisirs, sans rapport avec l'agriculture, la construction projetée ne s'inscrit pas dans l'une des catégories de construction autorisable en zone verte au regard de la législation afférente.

De plus, les travaux seront de nature à porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage et sont dès lors contraires aux objectifs énoncés à l'article 1^{er} de la loi précitée. [...] ».

Monsieur ... et son épouse, Madame ..., ci-après désignés par « les époux ... », formèrent en date du 25 novembre 2016 un recours gracieux à l'encontre de cette décision de refus. Ledit recours gracieux a la teneur suivante :

« [...] Concernant la motivation de votre refus, nous voudrions bien vous informer que nous ne nous voyons pas dans la mesure d'accepter vos arguments avec les réflexions suivantes :

Notre exploitation a été considéré depuis le début comme activité agricole d'où résultent au moins 6 autorisations différentes établies par votre ministère.

Notre exploitation agricole est en outre très active dans les différents programmes de biodiversité dans lesquelles nous participons déjà pendant de nombreuses années avec des bovins (galloways), des moutons (soys et camérons) et des chevaux (élevage de Konick).

Vu que nous disposons en outre d'une autorisation agréant un centre d'insémination artificielle et de collecte de sperme équin dont copie de l'autorisation en annexe et que nous ne participons personnellement pas à des compétitions sportives, mais uniquement à des événements d'élevage, cette construction aura un effet bénéfique à nos animaux (actuellement une trentaine de chevaux en notre possession et une demie douzaine en location boxes).

Enfin, nous tenons à vous signaler que notre exploitation est à 100% agricole vu que Mme ... est inscrite au CCSS avec la matricule [...] pour notre exploitation agricole portant le numéro [...] (copies en annexe).

Par cette motivation nous voudrions bien vous demander de donner une suite positive à notre requête de ce jour et nous nous tenons à votre disposition pour d'amples informations ou visites sur le terrain. [...] ».

Par décision du 19 décembre 2016, le ministre confirma sa décision initiale de refus au motif que le recours gracieux ne comportait aucun élément nouveau justifiant une décision autre que celle prise antérieurement.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 17 mars 2017, les époux ... ont fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de la décision confirmative de refus du ministre du 19 décembre 2016.

Conformément aux dispositions de l'article 58 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « la loi du 19 janvier 2004 », un recours au fond est prévu à l'encontre des décisions du ministre ayant l'environnement en ses attributions, statuant en vertu de ladite loi, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai et de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu d'analyser le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de leur recours et en fait, les demandeurs expliquent que Madame ... serait inscrite depuis de nombreuses années au Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) en tant que chef d'exploitation pour une exploitation agricole enregistrée dans le Système intégré de Gestion et de Contrôle du ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Ce serait dans un souci de continuité dans l'expansion de l'exploitation agricole qu'ils geraient depuis des années, qu'ils auraient sollicité l'autorisation pour la réalisation d'une piste extérieure de 25x50 mètres pouvant être utilisée comme paddock de sortie pour des juments suitées, étalons, ainsi qu'à des fins d'équitation extérieure.

Ils précisent, à cet égard, que le site en question serait déjà pourvu d'un complexe de bâtiments agricoles servant d'abri pour chevaux, moutons et vaches qui leur appartiendraient, mais également, de façon minoritaire, de pension pour des chevaux appartenant à des tiers.

Les demandeurs expliquent que les bâtiments agricoles en question auraient tous été construits après avoir reçu l'autorisation préalable du ministère de l'Environnement, autorisations qui leur auraient été données parce qu'il se serait agi de constructions agricoles s'inscrivant dans le but de créer, puis de parfaire et d'agrandir leur exploitation agricole.

Ils ajoutent que par arrêté ministériel du 31 juillet 2006, ils se seraient vus délivrer un agrément afin de pouvoir procéder à la collecte de sperme et à l'insémination artificielle chevaline.

Les demandeurs font, dans ce contexte, valoir que la demande d'autorisation actuellement en cause aurait été introduite avec l'idée d'améliorer la qualité de vie des animaux de l'exploitation et notamment celle des étalons dont la qualité du sperme s'en verrait améliorée à son tour, ce qui aurait pour conséquence d'assurer la biodiversité des espèces.

Ils estiment que le projet de construction litigieux s'inscrirait, par ailleurs, dans la ligne droite qu'ils suivraient en relation avec leur exploitation agricole, qui du fait qu'elle

regrouperait des vaches, des moutons et des chevaux, les aurait amenés à gérer les prairies sans engrais depuis 1992.

Les demandeurs soulignent qu'avant de solliciter l'autorisation pour la réalisation d'une piste extérieure, le préposé forestier aurait déjà donné un avis positif par téléphone. Le bourgmestre de la commune de ... aurait également avisé favorablement leur projet, les demandeurs soulignant, à cet égard, que ces deux avis positifs auraient été émis suite à une visite des lieux et donc en connaissance de cause de la situation du fonds devant accueillir la construction litigieuse.

En droit, les demandeurs font valoir que ce serait à tort que le ministre aurait fondé sa décision de refus sur le constat que la piste extérieure litigieuse s'inscrirait dans le domaine des sports et loisirs, alors que l'entièreté de leur exploitation aurait toujours été considérée comme une exploitation agricole. Comme la piste en cause ne serait qu'un accessoire à l'exploitation agricole globale dont elle ferait partie intégrante, elle devrait être regardée comme s'inscrivant dans le domaine agricole.

Ils donnent ensuite à considérer que si le but et l'intérêt de la loi du 19 janvier 2004 consisteraient à garantir la beauté de la nature dans les espaces verts et la conservation du paysage, un paddock de sortie, qui serait uniquement un aménagement extérieur d'un champ de piste censé permettre aux animaux de sortir sur un sol régulier et égalisé, ne serait pas de nature à gâcher le paysage.

Les demandeurs insistent ensuite sur le fait que, depuis le début, leur exploitation aurait été considérée comme relevant du domaine agricole, tel que cela résulterait des différentes autorisations leur délivrées par le ministre par rapport à d'anciennes demandes de construction et d'établissement.

Ils ajoutent que leur exploitation agricole serait actuellement active dans différents programmes de biodiversité grâce à l'élevage de bovins de type Galloways, de moutons de type Soys et Camerons et de chevaux de type Konick, de sorte que la construction d'une piste extérieure apporterait, de ce fait, un effet bénéfique réel pour les animaux de l'exploitation.

Les demandeurs précisent également qu'au vu de l'inscription de Madame ...-... au CCSS en qualité de chef d'une exploitation agricole, il pourrait être valablement considéré que l'exploitation est intégralement de nature agricole ou à tout le moins majoritairement, alors que les activités d'équitation n'auraient qu'un caractère subsidiaire par rapport à l'activité agricole.

Ils donnent à cet égard à considérer que l'énonciation des moyens d'utilisation du paddock de sortie dans le cadre de leur demande d'autorisation, démontrerait que la piste extérieure devrait servir, en premier lieu, de possibilité de sortie pour les juments et étalons, activité relevant de l'élevage de chevaux, et que si la piste pouvait également être utilisée à des fins d'équitation extérieure, ce serait seulement en second plan et de façon minoritaire.

Finalement, les demandeurs mettent en exergue que la piste serait mise en place de manière écologique. En effet, comme la prairie sur laquelle la construction est prévue serait en pente, la terre recouvrant la partie élevée de la pente serait utilisée pour rehausser la partie inférieure, de sorte à égaliser la prairie autant que possible. Comme la construction serait

planifiée de manière à ce qu'il n'y ait pas d'excédent de terre, ni de perte, aucun camion ne devrait déverser de terre à un autre endroit.

Pour ce qui est du préjudice porté à la beauté et au caractère du paysage, les demandeurs insistent sur le fait que le terrain sur lequel la construction de la piste est projetée ne serait qu'une prairie en pente et que le fait de passer de cette prairie à une piste extérieure pouvant accueillir des animaux, ne saurait être considéré comme une construction affectant la beauté du paysage.

Ils ajoutent que seule une partie de la prairie serait affectée comme piste extérieure et qu'à l'heure actuelle, cette partie serait déjà délimitée en partie à l'aide de séparations, de sorte que l'aménagement d'une piste propre et nette ne changerait pas grand-chose à la beauté et au caractère du paysage actuel, ce d'autant plus qu'il existerait un écran de verdure longeant leur propriété et qui permettrait de séparer directement le trottoir de la route du paddock prévu et ce, sur toute la longueur de la construction projetée. Par ailleurs, des haies cacheraient la propriété depuis la voie publique, de sorte que depuis la rue et le trottoir longeant celle-ci, la prairie en cause ne serait de toute façon pas visible. Ils soulignent que le fait même que des lampadaires seraient installés le long du trottoir, le dernier étant situé un peu plus loin que l'endroit où devrait finir le paddock, prouverait que la zone prévue pour la construction litigieuse ne se situerait pas « *au milieu de nulle part* ».

Au vu des considérations qui précèdent, les demandeurs estiment que la décision ministérielle déferée devrait être réformée pour violation de la loi, sinon erreur manifeste d'appréciation de celle-ci par le ministre.

La partie étatique conclut, quant à elle, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Elle fait tout d'abord valoir que l'inscription de la demanderesse au CCSS en tant qu'exploitante agricole résulterait non pas de l'élevage de chevaux mais de son exploitation agricole au sens classique du terme, à savoir la production de denrées et la détention de bovins.

Elle ajoute que les demandeurs disposeraient déjà d'un manège couvert de 45x25 mètres pouvant servir à l'épanouissement, ainsi qu'à l'éducation des chevaux issus de l'élevage. Il se dégagerait, par ailleurs, des images aériennes de la propriété, qu'alors même qu'il n'existerait pas d'autorisation ministérielle y relative, les demandeurs auraient déjà mis en place un manège à ciel ouvert à l'ouest des constructions de l'exploitation agricole, la partie étatique mettant en avant que l'endroit litigieux serait couvert de sable et qu'il dépasserait largement les dimensions usuelles d'un simple paddock ou d'une aire d'épanouissement pour des chevaux.

La partie étatique donne, en tout état de cause, à considérer qu'il ressortirait du principe de non-constructibilité régissant la zone verte que même les constructions autorisables dans cette zone seraient à limiter au strict nécessaire.

Or, en l'espèce, un second, voire un troisième manège pour chevaux ne serait pas nécessaire à l'activité d'élevage de chevaux, ce d'autant plus que, selon la partie étatique, une telle activité ne nécessiterait aucune de ces facilités au cours des premières années de vie des chevaux nés dans le cadre de l'élevage pendant lesquels les chevaux ne seraient tout au plus qu'habitues au contact humain, sans pour autant qu'ils ne soient montés.

La partie étatique estime dès lors qu'il paraîtrait évident que le manège prévu ne devrait pas servir de paddock de sortie pour des juments suitées et étalons, qui pourraient tout aussi bien sortir dans le manège existant, ou bien sur les pâturages, mais à l'équitation, de sorte que la construction projetée ne satisferait que l'intérêt personnel des exploitants et des propriétaires des chevaux de pension, respectivement des élèves d'équitation. La partie étatique renvoie, à cet égard, au site annuaire www.yellow.lu sur lequel l'exploitation des demandeurs serait présentée comme école d'équitation dans le cadre de laquelle serait également exploitée une petite pension. Or, ni l'exploitation d'une pension, ni celle d'une école d'équitation ne seraient à qualifier d'activité agricole et ne sauraient, par conséquent justifier la mise en place d'une piste d'équitation.

En ce qui concerne le préjudice pouvant être porté à la beauté et au caractère du paysage du fait de la réalisation de la piste litigieuse, la partie étatique met tout d'abord en avant que cette considération ne pourrait entrer en compte que pour l'activité d'élevage de chevaux en ce qu'il s'agirait de la seule activité tombant dans l'une des affectations limitativement autorisées en zone verte. En effet, comme ni l'exploitation d'une école d'équitation, ni la prise en pension de chevaux de tiers ne rentreraient dans l'exception faite au principe de non-constructibilité posée pour la zone verte, ces activités ne justifieraient dès lors de toute façon pas la mise en place d'un manège.

Ensuite, la partie étatique fait valoir que la couleur jaunâtre du sable s'intégrerait très mal dans un site aussi pittoresque que celui en cause. Il serait, par ailleurs, inexact d'affirmer que le manège ne serait pas visible à partir de la rue. A cela s'ajouterait que du fait de la situation en pente du terrain, une égalisation non négligeable des niveaux serait nécessaire, ce qui enlèverait au site son aspect naturel.

La partie étatique estime qu'en tout état de cause, la preuve d'une atteinte à la beauté et au caractère du paysage résulterait à suffisance des images versées en cause, tout en proposant, pour le surplus, qu'il soit procédé à une visite de lieux.

Finalement, la partie étatique donne à considérer que la mise en place d'une piste extérieure entraînerait une semi-imperméabilisation du sol, ce qui serait contraire à l'objectif de sauvegarde du caractère et de l'intégrité de l'environnement naturel, tel que prévu à l'article 1^{er} de la loi du 19 janvier 2004.

Dans leur mémoire en réplique, les demandeurs insistent tout d'abord, en substance, sur le fait que leurs activités équinées consisteraient à la fois dans l'élevage de chevaux et dans la dispense de cours d'équitation, mais que leur demande d'autorisation serait particulièrement destinée au développement de leur exploitation d'élevage. Ils mettent, à cet égard, en avant qu'ils détiendraient actuellement quatre étalons reproducteurs, environs dix juments poulinières, ainsi que les poulains issus de leur élevage et qu'ils se chargeraient eux-mêmes du débouillage de leurs jeunes chevaux. Par ailleurs, du fait qu'ils disposeraient d'un agrément afin de pouvoir procéder à la collecte de sperme et à l'insémination artificielle chevaline, ils travailleraient en étroite collaboration avec la fédération d'élevage et une association sans but lucratif.

Ils estiment dès lors devoir être considérés comme poursuivant une activité équine, qui serait, suivant la jurisprudence en la matière, à considérer comme agricole.

En ce qui concerne ensuite la nécessité d'une piste extérieure pour les besoins de l'exploitation agricole envisagée, les demandeurs insistent sur le fait qu'ils souhaiteraient justement transformer un près situé un peu à l'écart de l'école d'équitation en piste extérieure, respectivement en paddock et que cette construction aurait, en tout premier lieu, pour finalité de pouvoir laisser courir librement les étalons et les juments poulinières et ce, loin du trouble de l'école d'équitation.

Ils énumèrent ensuite longuement les bienfaits d'une piste extérieure sur les besoins essentiels des chevaux en termes de mouvement, d'air, de lumière et de contact avec leurs congénères et ce, que ce soit en été ou en hiver, tout en faisant valoir qu'au vu du nombre élevé de jours de pluie pendant l'hiver luxembourgeois et au vu du risque élevé de blessures, la sortie des chevaux dans le près, telle que le suggère la partie étatique, ne constituerait pas une véritable option pour garantir les besoins des chevaux en hiver. Il serait, par ailleurs, selon eux, préférable de sortir les chevaux dans un enclos ayant un sol en sable.

Ce serait également à tort que la partie étatique prétendrait que la sortie des chevaux pourrait se faire dans le manège couvert existant, alors que la lumière ferait partie intégrante des besoins essentiels d'un cheval, de même que le système respiratoire d'un cheval serait très sensible par rapport à la poussière et aux gaz nocifs, de sorte qu'en cas de manque d'air frais, les chevaux risqueraient de souffrir de toux chronique ou de développer des allergies à la poussière. Ils estiment dès lors que le fait de sortir les chevaux des quatre murs de leurs boxes pour les faire entrer dans les quatre murs d'un manège couvert ne permettrait pas de satisfaire leurs besoins en termes de lumière et d'air frais.

Pour ce qui est des étalons, les demandeurs précisent qu'ils devraient être tenus de préférence hors portée de vue des juments de l'exploitation agricole. Or, comme le manège couvert se trouverait au cœur des étables, les étalons devraient passer à côté des boxes de tous les autres chevaux pour y arriver, ce qui serait à la fois dangereux pour les élèves cavaliers se trouvant dans les couloirs et troublant pour les étalons qui risqueraient de s'exciter. Il en irait de même pour l'entraînement des étalons qui ne pourrait pas se dérouler, pour des raisons de sécurité, au même manège que les cours d'équitation. Pour ces mêmes raisons, le débouillage des jeunes chevaux, souvent imprédictibles, devrait également avoir lieu à un endroit plus calme.

En ce qui concerne le prétendu manège extérieur existant, les demandeurs insistent sur le fait que l'endroit en question ne constituerait pas un manège, mais un simple enclos qui ne pourrait pas être considéré comme une piste d'équitation au vu de sa taille trop petite. Ils précisent qu'au moment de la construction du manège couvert en 2002, des travaux de déblayage auraient dû être réalisés pour égaliser le sol et que les restes de la terre enlevée auraient, sur avis des autorités ministérielles, été déposées derrière le manège pour éviter toute perte de terre. Cette aire aurait ensuite été balayée et clôturée pour constituer un paddock qui servirait actuellement tout au long de la journée à la sortie des chevaux de l'école d'équitation. A cela s'ajouterait que comme celui-ci se trouverait directement annexé au manège couvert, il faudrait traverser ce dernier et toute l'écurie pour le rejoindre, trajet qui serait toutefois trop dangereux à faire quotidiennement avec des étalons reproducteurs.

Les demandeurs concluent qu'actuellement, ils ne disposeraient d'aucune possibilité pour sortir les étalons en plein air, ni pour les entraîner sans créer des dangers non négligeables pour les personnes et les autres animaux présents sur les lieux. Ce serait pour

cette raison qu'ils souhaiteraient construire un enclos servant à la fois comme lieu d'épanouissement et comme piste d'entraînement des chevaux de l'élevage.

Pour ce qui est finalement de l'impact au niveau environnemental, les demandeurs contestent qu'une piste d'équitation extérieure, consistant majoritairement en la mise en place d'un revêtement en sable et d'une clôture, puisse avoir un réel impact, tout en reprochant à la partie étatique d'être restée en défaut d'expliquer concrètement en quoi consiste, en l'espèce, le préjudice à la beauté et au caractère du paysage. En effet, la seule affirmation suivant laquelle la couleur jaunâtre ne s'intégrerait pas bien dans le site ne serait soutenue par aucun élément de preuve. Pour ce qui est du prétendu caractère pittoresque du site, les demandeurs soulignent que la piste ne viendrait que compléter le complexe de bâtiments agricoles existant et abritant déjà des activités liées à l'élevage de chevaux.

En ce qui concerne les travaux nécessaires à l'égalsation des niveaux du terrain, les demandeurs mettent en avant que les travaux de déblai et de remblai effectués lors de la construction des autres dépendances de leur ferme n'auraient pas causé la moindre gêne.

A cela s'ajouterait que la partie étatique ne démontrerait pas en quoi la transformation d'une simple prairie en piste extérieure porterait préjudice à la beauté du paysage, ce d'autant plus que la piste aurait les dimensions du pré délimité existant et non pas de celles d'une piste de dressage classique de 20x60 mètres.

Ils soulignent que la piste ne disposerait ni d'un drainage, ni d'un système d'irrigation, de sorte qu'il s'agirait au final, selon eux, d'un projet d'une envergure modeste.

Enfin, les demandeurs déclarent ne pas être opposés à la proposition de la partie étatique de voir ordonner une visite des lieux.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique met tout d'abord en avant que, par courriel du 22 juin 2017, le chef d'arrondissement aurait retiré son avis favorable par rapport au projet litigieux. Elle ajoute que les services du ministre se seraient aperçus qu'en plus du manège intérieur et de la piste d'équitation extérieure illégale à l'est des constructions, se situerait une autre surface sablée d'une moindre taille se trouvant à l'entrée de l'exploitation. Comme cette surface ne serait pas couverte par l'une des autorisations ministérielles délivrées aux demandeurs, elle serait illégale, tout comme la piste d'équitation extérieure, et les demandeurs seraient obligés de demander une autorisation *ex post* pour ces deux espaces de sortie extérieure.

En droit, la partie étatique relève qu'il ne serait pas contesté que les demandeurs exercent une activité pouvant être qualifiée d'agricole et qu'ils disposeraient, du moins en théorie, du droit d'ériger des constructions en zone verte. Il n'en resterait pas moins que d'autres facteurs décisifs, à savoir notamment le critère jurisprudentiel de la nécessité et de la proportionnalité, ainsi que celui de l'impact paysager s'opposeraient à l'exercice de ce droit.

La partie étatique considère ensuite que l'affirmation des demandeurs suivant laquelle ils ne pourraient pas utiliser le manège intérieur pour monter les étalons reproducteurs parce que des cours d'équitation s'y dérouleraient toute la journée, démontrerait bien quelles seraient les priorités de leur exploitation. Elle insiste plus particulièrement sur le fait que ni l'école d'équitation, ni l'exploitation d'une auberge n'auraient jamais été autorisées et qu'au contraire, les autorisations relatives à la construction du manège, à l'extension de l'étable et à

la maison d'habitation préciseraient que les constructions ne devront servir qu'à l'activité agricole.

La partie étatique est, en tout état de cause, d'avis que l'affectation d'une construction en zone verte à une activité non conforme à l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004 ne pourrait pas justifier la mise en place d'une nouvelle construction sous prétexte que l'activité autorisable ne saurait être exercée dans la construction existante en raison de son incompatibilité avec l'activité non autorisable qui y est exercée illégalement. Plus particulièrement, les demandeurs ne pourraient pas posséder un manège et une piste extérieure et prétendre, en même temps, se trouver dans l'impossibilité de les utiliser pendant toute la journée parce qu'ils y exercent une activité non autorisée ni autorisable. La partie étatique insiste, à cet égard, sur le fait que, contrairement à ce que soutiendraient les demandeurs, ils disposeraient déjà d'une piste d'équitation extérieure et non pas d'un simple paddock et ce, au vu de la taille de la construction en question. Or, ils utiliseraient cette piste extérieure mise en place illégalement pour les besoins d'une école d'équitation et donc en relation avec une activité non autorisée en zone verte. A cela s'ajouterait qu'il ressortirait des orthophotos des années 2004 et 2007 que cette piste n'aurait pas été mise en place en 2001 lors des travaux de construction du manège, mais entre 2004 et 2007, donc bien après l'achèvement desdits travaux.

La partie étatique conteste ensuite les difficultés mises en avant par les demandeurs pour arriver avec leurs étalons reproducteurs au manège, en faisant plus particulièrement valoir qu'il ressortirait des photos de *google street view* que la sortie de l'étable donnant sur la cour se trouverait à proximité immédiate de l'entrée du manège intérieur, de sorte qu'ils n'auraient pas besoin de passer avec les étalons par devant d'autres chevaux. Ceci serait d'autant plus vrai que le manège disposerait d'une seconde ouverture du côté opposé qui donnerait directement sur la piste extérieure, de sorte que les demandeurs pourraient sortir les étalons dans la cour pour ensuite entrer dans le manège par l'extérieur et le traverser afin d'arriver à la piste extérieure. La partie étatique estime donc que tant la piste extérieure que le manège seraient accessibles sans devoir passer par l'étable.

La partie étatique est, en tout état de cause, d'avis qu'une seconde piste extérieure ne serait, en l'espèce, destinée qu'à servir au confort des cavaliers souhaitant monter leur chevaux dehors lorsqu'il fait beau et que, de toute façon, une telle piste ne serait ni nécessaire, ni proportionnée à l'envergure de la seule activité autorisable en l'espèce, à savoir l'élevage de chevaux. En effet, les demandeurs resteraient en défaut d'établir que du fait de l'ampleur de leur activité d'élevage, ils auraient besoin de plus d'espace. Au contraire, il ressortirait clairement de leurs développements que le manque d'espace résulterait tout simplement du fait qu'ils accorderaient la priorité aux cours d'équitation et ce, alors même que l'autorisation ministérielle pour le manège intérieur n'aurait été accordée qu'à des fins strictement agricoles.

La partie étatique estime donc qu'avant d'ériger une nouvelle construction en zone verte, les demandeurs seraient obligés d'arrêter ou de réduire l'activité exercée illégalement qui bloquerait les constructions existantes pour l'activité autorisable.

Pour ce qui est ensuite du bien-être des chevaux, tel qu'invoqué par les demandeurs, la partie étatique donne à considérer qu'il pourrait être satisfait à leurs besoins en air frais, en soleil et en mouvement sur une prairie ou bien sur la piste extérieure existante. Elle ajoute qu'une piste de 50 mètres ne permettrait pas aux chevaux de se défouler davantage que sur

une piste de 23 mètres tandis que l'impact paysager et environnemental serait beaucoup plus important du fait que la mise en place d'une nouvelle piste entraînerait comme conséquence une nouvelle construction en zone verte, alors que l'utilisation de la piste existante de 23 mètres n'entraînerait pas les inconvénients d'une nouvelle construction.

La partie étatique met ensuite en avant qu'un pâturage devrait en tout état de cause suffire pour subvenir aux besoins des chevaux, tout en soulignant qu'il existerait des exemples au Luxembourg où les chevaux se trouveraient sur la prairie toute l'année. Elle affirme, par ailleurs, que si les écuries se disaient dans l'impossibilité de sortir les chevaux en pâturage l'hiver ce serait uniquement parce qu'elles auraient maximisé le nombre de chevaux tenus à un tel point que leur sortie sur les prairies détruirait ces dernières, de sorte que le problème ne tiendrait pas tellement aux chevaux en général mais à leur nombre.

En conclusion, la partie étatique insiste sur le fait que, comme il existerait déjà une piste extérieure et un paddock, une seconde piste ne serait pas nécessaire.

Elle ajoute que si le tribunal devait tout de même retenir la nécessité de cette seconde piste, l'utilisation de celle-ci devrait être limitée aux seuls chevaux d'élevage.

Il est constant en cause que le fonds devant accueillir la piste extérieure litigieuse se trouve classé en zone verte au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004.

La loi du 19 janvier 2004 poursuit, tel qu'indiqué en son article 1^{er}, les objectifs suivants : « *la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel, la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels, la protection de la flore et de la faune et de leurs biotopes, le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques, la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations et l'amélioration des structures de l'environnement naturel* ».

Pour assurer le respect de ces objectifs, le législateur, à travers de l'article 5 de la loi, a limitativement énuméré les constructions pouvant être érigées dans la zone verte en prévoyant explicitement la possibilité d'y implanter les constructions « *servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole ou cynégétique ou à un but d'utilité publique* ».

Force est tout d'abord de relever que les parties s'accordent pour dire que le projet litigieux, qui consiste, suivant le plan soumis à l'appui de la demande d'autorisation et les explications des demandeurs, à mettre en place de manière durable et consolidée sur une partie d'une prairie d'ores et déjà délimitée par des séparations, une piste extérieure pour chevaux revêtue d'une couche de sable et entourée d'une clôture, s'analyse en une construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004.

Il découle du libellé même de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 19 janvier 2004 que, dans la mesure où seules les constructions y visées sont autorisables en zone verte par le ministre compétent, le texte légal consacre le principe de la non-constructibilité pour ladite zone et rejoint ainsi les objectifs de la loi consistant notamment dans la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel.

Or, le principe même de la non-constructibilité applicable pour la zone verte appelle comme corollaire une interprétation stricte des exceptions légalement prévues. Ainsi, une

construction ne saurait être autorisée que dans la mesure où il est vérifié dans son chef qu'elle sert à suffisance à l'une des activités limitativement énumérées à l'article 5, alinéa 2, précité.

En règle générale, sont à considérer comme étant conformes à l'affectation d'une zone verte, les constructions et installations qui sont nécessaires à l'exploitation agricole, c'est-à-dire qui sont utilisées pour la production de denrées se prêtant à la consommation et à la transformation et provenant de la culture de végétaux et de la garde d'animaux de rente. De plus, ces constructions et installations doivent avoir un lien fonctionnel direct avec l'exploitation agricole, les bâtiments agricoles devant, en effet, correspondre à une nécessité concrète dans le cadre de l'exploitation envisagée et les dimensions devant être en rapport avec cette nécessité¹.

En revanche et *a priori*, en ce qui concerne les activités en zone verte liées au cheval, si l'élevage de chevaux, comportant notamment la détention de juments poulinières et, le cas échéant, d'étalons reproducteurs et l'élevage des poulains nés sur place, tout comme l'élevage de poulains ou de jeunes chevaux appartenant à des tiers, relève d'une activité agricole, - l'élevage équestre, ce qui le différencie notamment de l'élevage de bovins, pouvant, par ailleurs, englober le débouillage des jeunes chevaux à la selle ou à l'attelage -, la seule garde de chevaux à des fins commerciales ou des fins de loisir, sans exploitation agricole, tout comme la pratique du sport équestre sans rapport avec l'agriculture, ne sont, au contraire, pas autorisables en zone verte, les activités relevant exclusivement ou majoritairement du sport ou des loisirs n'étant, en particulier, pas compatibles avec la vocation de la zone verte².

Si les demandeurs admettent, en l'espèce, que leurs activités équestres consisteraient à la fois dans l'élevage de chevaux et dans la dispense de cours d'équitation, il n'en reste pas moins qu'ils affirment que la piste extérieure actuellement projetée serait uniquement utilisée dans le cadre de leur activité d'élevage de chevaux et qu'elle servirait plus particulièrement à la fois de lieu d'épanouissement pour les juments et étalons relevant de leur activité d'élevage de chevaux et de piste d'entraînement des chevaux issus de l'élevage.

Il est, à cet égard, constant en cause, pour ressortir des pièces versées par les demandeurs, qu'après avoir été autorisés par décision ministérielle du 29 juin 1995 à ériger sur le fonds litigieux un hangar multifonctionnel en relation avec leurs activités d'élevage de bovins et de moutons, les demandeurs se sont vus délivrer le 5 février 2002 une autorisation ministérielle pour « *l'agrandissement d'une étable* » par le biais de la mise en place de boxes individuels et d'un manège couvert. Ladite autorisation précisait que les constructions en cause devaient servir à l'exploitation agricole et notamment à « *a) Elevage, débouillage, éducation et formation de chevaux de selle. b) Pension pour chevaux appartenant à des tiers. Les chevaux pris en pension représenteront la pars minor par rapport à ceux faisant partie de votre élevage propre. c) Stockage de foin, de paille, de nourriture pour chevaux. d) Abri pour machines agricoles.* ».

Il est encore constant en cause que, par arrêté ministériel du 31 juillet 2006, les installations appartenant aux demandeurs ont été agréées comme centre d'insémination

¹ Trib. adm. 23 mai 2012, n°27001 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Environnement, n°97 et les autres références y citées.

² Trib. adm. 14 décembre 2009, n° 25340, confirmé par arrêt du 29 avril 2010, n° 26462C, Pas. adm. 2017, V° Environnement, n° 115 et les autres références y citées.

artificielle et de collecte de sperme équin, conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 27 mars 1986 portant organisation de l'insémination artificielle de certains animaux domestiques.

Il ressort, par ailleurs, des explications non contestées des demandeurs qu'à l'heure actuelle, ils détiennent quatre étalons reproducteurs, environ dix juments poulinières, ainsi que des poulains issus de leur élevage, de même qu'ils se chargent du débouillage de leurs jeunes chevaux.

Le tribunal est dès lors amené à constater que, tel que précisé à l'appui du recours sous analyse et confirmé oralement à l'audience des plaidoiries, l'activité projetée sur la piste extérieure litigieuse aura exclusivement trait à l'élevage de chevaux, activité spécifique qui doit être admise en principe au titre d'activité agricole admise en zone verte.

Le tribunal ne saurait, à cet égard, suivre la partie étatique dans ses reproches adressés aux demandeurs suivant lesquels ceux-ci n'auraient pas l'intention d'utiliser la piste extérieure projetée dans le cadre de leurs seules activités d'élevage, mais également pour y exercer des activités non autorisables en zone verte. Outre le fait qu'une telle hypothèse relèverait, le cas échéant, d'une question d'exécution de l'autorisation à délivrer pour des activités strictement agricoles, de sorte à échapper à la compétence du juge administratif pour relever de la compétence du juge pénal, le tribunal ne saurait en tout état de cause, au vu des déclarations formelles des demandeurs et de leurs explications circonstanciées, suivre la partie étatique dans ce qui n'apparaît finalement qu'être un procès d'intention fait aux demandeurs.

Ensuite, la partie étatique est d'avis qu'au vu de l'envergure de la seule activité autorisable, à savoir l'élevage de chevaux, la seconde piste d'équitation extérieure projetée ne serait, de toute façon, ni nécessaire ni proportionnée.

Or, indépendamment de la question de savoir si, tel que l'affirme la partie étatique, les demandeurs disposent déjà d'un, voire de deux manèges extérieurs, ce que les demandeurs contestent, force est au tribunal de constater que la considération étatique visant à mettre en relation l'envergure de la construction projetée et l'activité d'élevage des demandeurs, ne saurait, à elle seule, utilement justifier le refus du ministre. En effet, il s'agit là d'un argumentaire tenant exclusivement à l'opportunité du projet au niveau des besoins réels des demandeurs en relation avec leur activité d'élevage de chevaux, qui est toutefois étranger aux critères et objectifs de la loi du 19 janvier 2004³.

Il n'en reste pas moins que la question de la nécessité impérieuse d'une construction supplémentaire en zone verte peut s'inscrire dans le cadre de la mise en balance entre, d'un côté, les besoins de l'éleveur et, d'autre part, l'impact éventuel sur l'environnement naturel.

Force est, à cet égard, tout d'abord de relever qu'en ce qui concerne les besoins de l'éleveur, il doit être admis qu'une piste extérieure de 25 x 50 mètres présente *a priori* une taille raisonnable pour être utilisée à des fins d'entraînement pour les chevaux de l'élevage, respectivement pour être utilisée comme paddock de sortie pour ceux-ci. Les développements étatiques tenant à mettre en avant l'existence d'un manège intérieur qui pourrait être utilisé par les chevaux de l'élevage sont, à cet égard, d'ailleurs dénués de pertinence, alors qu'un

³ En ce sens : Trib. adm. 14 juillet 2004, n°17364 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Environnement n° 55 et les autres références y citées.

manège couvert ne répond nécessairement pas aux mêmes besoins en termes de lumière et d'air frais qu'une piste extérieure, étant encore relevé qu'il ressort de la documentation produite en cause par les demandeurs que la performance et la fertilité des chevaux se trouvent augmentées par les effets de la lumière extérieure et l'air frais. Il doit dès lors être admis qu'une piste extérieure projetée présente un lien fonctionnel suffisant avec l'exercice par les demandeurs de leur activité d'élevage. Il se dégage encore des explications plausibles des demandeurs qu'une piste extérieure dotée d'un revêtement en sable se prête mieux à la sortie des chevaux pendant les mois d'hiver qu'un pâturage dont le sol devient irrégulier sous l'effet de la pluie et du gèle, de sorte à entraîner un risque de lésions graves aux tendons pour les chevaux.

Ces constats ne sont pas ébranlés par les développements de la partie étatique visant à reprocher aux demandeurs qu'ils utiliseraient les constructions d'ores et déjà autorisées par le ministre en zone verte à des fins autres que celles pour lesquelles lesdites autorisations ont été délivrées et plus particulièrement pour y exercer des activités non conformes à la zone verte, puisque si tel est le cas, le ministre dispose, le cas échéant, d'autres moyens pour mettre un terme à des activités qu'il considère comme étant illégales, voire non conformes à l'autorisation ministérielle délivrée. Ainsi, il a plus particulièrement la possibilité d'inviter l'administré à se conformer aux règles environnementales en vigueur avec comme conséquence la remise des lieux en leur pristin état, ou bien d'entamer soit, immédiatement, soit à défaut de suites données à son invitation, des poursuites judiciaires afin d'obtenir la condamnation de l'auteur de l'infraction à l'exécution des mesures prévues par l'article 65, paragraphe (6), de la loi du 19 janvier 2004.

Quant à un éventuel impact environnemental du projet de construction litigieux tel qu'invoqué par la partie étatique, il y a lieu de relever qu'en ce qui concerne l'incidence *in concreto* de l'implantation litigieuse sur le site, les pouvoirs du ministre ayant l'environnement dans ses compétences sont circonscrits par l'article 56 de la loi du 19 janvier 2004, aux termes duquel « *les autorisations requises en vertu de la présente loi sont refusées lorsque les projets du requérant sont de nature à porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage ou s'ils constituent un danger pour la conservation du sol, du sous-sol, des eaux, de l'atmosphère, de la flore, de la faune ou du milieu naturel en général ou lorsqu'ils sont contraires à l'objectif général de la présente loi tel qu'il est défini à l'article 1^{er}* ».

Il s'ensuit que le ministre, statuant dans le cadre des compétences lui attribuées à travers la loi du 19 janvier 2004, est tenu d'opérer son contrôle par rapport aux dispositions des articles 1^{er} et 56 de cette loi concernant ses objectifs, d'un côté, et la compatibilité du projet avec la beauté et le caractère du paysage, ainsi que son risque par rapport à l'environnement naturel y défini, de l'autre, ces critères devant être appliqués au cas par cas, en fonction des caractéristiques propres de chaque projet et de son environnement.

En ce qui concerne plus particulièrement la compatibilité du projet litigieux avec la beauté et le caractère du paysage concerné, respectivement l'environnement naturel, il convient de rappeler que le législateur n'a pas entendu préserver, au travers de l'article 56 de la loi du 19 janvier 2004, le paysage de toute atteinte quelconque, étant entendu que toute construction nouvelle constitue objectivement une atteinte à un paysage existant, respectivement à l'environnement naturel. En effet, les dispositions de la loi du 19 janvier 2004 ne doivent évidemment pas être appliquées comme interdisant *ipso facto* tout projet qui serait de nature à affecter à court terme l'environnement existant, sous peine de paralyser toute activité humaine, mais doivent être appliquées au cas par cas, en fonction des

caractéristiques propres de chaque projet ainsi que des mesures et obligations imposées à l'exploitant afin de préserver en définitive les objectifs poursuivis par la loi⁴.

En l'espèce, tel que relevé ci-avant, le projet litigieux consiste à mettre en place de manière durable et consolidée sur une partie d'une prairie d'ores et déjà délimitée par des séparations, une piste extérieure pour chevaux qu'il est prévu de revêtir d'une couche de sable et d'entourer d'une clôture, sans qu'il ne soit projeté de doter cette piste d'un drainage, ni d'un système d'irrigation. Il échet, à cet égard, également de rappeler que nonobstant le constat que le site litigieux accueille actuellement un certain nombre de bâtiments agricoles dont la construction a été autorisée par le ministre, de sorte qu'il existe d'ores et déjà une certaine imperméabilisation du sol sur le site litigieux et si la mise en place d'une piste extérieure implique une semi-imperméabilisation supplémentaire du sol avec les conséquences en découlant, force est de constater que la partie étatique reste néanmoins en défaut d'expliquer *in concreto* en quoi une telle semi-imperméabilisation supplémentaire risquerait de porter, à l'endroit projeté, une atteinte au sol, respectivement au sous-sol ou encore à l'eau, qui soit incompatible avec les objectifs poursuivis par la loi du 19 janvier 2004, étant relevé que les explications et considérations d'ordre tout à fait général fournies par la partie étatique sont insuffisantes à cet égard.

En effet, si la partie étatique soutient plus particulièrement que, du fait de l'existence d'un vallon étroit et de la proximité immédiate du cours d'eau « *Stehlsbaach* », l'endroit choisi pour la mise en place de la piste extérieure serait problématique, elle ne fournit toutefois aucune explication pour sous-tendre cette affirmation, ni plus particulièrement pour préciser l'impact environnemental concret de la mise en place de la piste extérieure par rapport au vallon et au cours d'eau en cause.

Or, comme le ministre refuse la mise en place d'une piste extérieure d'une surface relativement modeste par rapport aux bâtiments d'ores et déjà existants, dûment autorisés et à proximité immédiate de la piste extérieure projetée, et donc également, nécessairement, à proximité du même vallon étroit et du même cours d'eau, il lui aurait appartenu pour le moins de prendre position de manière plus circonstanciée par rapport à cette situation.

Il s'ensuit que le motif de refus fondé sur l'existence de nuisances à l'environnement naturel, et notamment sur une semi-imperméabilisation du sol, tel qu'avancé pour la première fois par la partie étatique au cours de la procédure contentieuse ne permet pas de justifier utilement la décision de refus querellée.

S'agissant ensuite de la compatibilité de la piste extérieure avec la beauté et le caractère du paysage concerné, le tribunal rejoint l'argumentation des demandeurs suivant laquelle, au vu de la configuration générale des lieux, et essentiellement de la proximité d'un complexe de bâtiments agricoles existants qui se situe lui-même à une extrémité du village de ..., non loin de maisons d'habitations, l'implantation choisie pour la mise en place de la piste litigieuse ne saurait être considérée comme impactant de manière exagérée l'espace naturel, la partie étatique restant plus particulièrement en défaut d'expliquer concrètement en quoi le caractère du site serait entravé par la mise en place d'une piste extérieure sur une partie de prairie qui est elle-même longée par un trottoir doté de lampadaires, dont le dernier est situé un peu plus loin que l'endroit où devrait finir la piste projetée.

⁴ Trib. adm. 14 mai 2007, n° 22197, Pas. adm. 2017, V° Environnement, n° 45, et les autres références y citées.

En ce qui concerne plus particulièrement la couleur jaunâtre du sable dont il est prévu de revêtir la piste et qui, selon la partie étatique, s'intégrerait mal dans le site - qu'elle qualifie de pittoresque sans toutefois expliquer davantage l'emploi de ce qualificatif -, devant accueillir la piste litigieuse, force est de constater qu'il ressort des photographies actuelles versées en cause par les demandeurs que des haies et des arbres ont été plantées entre le pâturage devant accueillir la piste extérieure et la rue et que ceux-ci forment d'ores et déjà, sur toute la longueur de la construction projetée, un écran de verdure rendant difficilement visible la piste à partir de la rue, de sorte que le tribunal a du mal à suivre le raisonnement de la partie étatique suivant lequel la couleur jaunâtre du sable, élément naturel, est susceptible de porter une quelconque atteinte à la beauté et au caractère du paysage.

La partie étatique fait également valoir qu'en raison de la situation en pente naturelle du terrain, il devrait être procédé à une égalisation non négligeable des niveaux, ce qui enlèverait son aspect naturel au site. Or, outre le fait que cette affirmation n'est sous-tendue par aucune explication tangible, force est encore de constater qu'il n'est pas contesté que le ministre a autorisé la construction des autres bâtiments situés sur le site litigieux alors même que celle-ci a également nécessité des travaux de déblai et de remblai en raison de la situation en pente naturelle du terrain, sans toutefois que la partie étatique n'explique de manière plausible dans quelle mesure les travaux nécessaires à la mise en place de la piste extérieure litigieuse seraient, quant à eux, concrètement de nature à porter autrement atteinte à la beauté et au caractère du site.

Le tribunal est dès lors amené à conclure que la partie étatique n'a fourni aucun élément permettant de retenir que l'aménagement d'une piste extérieure à l'endroit projeté porte à la beauté, respectivement au caractère du paysage une atteinte qui soit incompatible avec les objectifs de la loi du 19 janvier 2004.

Il apparaît, au contraire, en procédant à une mise en balance entre la nécessité valablement mise en avant par les demandeurs et l'impact résultant de la mise en place d'une piste extérieure projetée en zone verte, que le principe même d'une piste extérieure à vocation strictement agricole sur le site précis, tel qu'indiqué par le plan de construction versé à l'appui de leur demande d'autorisation, à savoir à côté d'un complexe composé de plusieurs bâtiments agricoles implantés sur une extrémité du village de ..., peut être approuvé.

Quant à la proposition d'effectuer une visite des lieux, il y a lieu de relever qu'au vu des conclusions dégagées ci-avant, et dans la mesure où, même si le tribunal est saisi, en l'espèce, d'un recours en réformation, il appartient à la partie étatique de justifier les éléments sur lesquels repose son appréciation, il ne saurait être suppléé à cette carence par une mesure d'instruction à opérer par le tribunal.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que la décision de refus litigieuse n'est justifiée par aucun des motifs de refus avancés, la partie étatique n'avançant par ailleurs aucun autre élément susceptible d'amener à la conclusion que le projet de mise en place d'une piste extérieure des demandeurs soit incompatible avec les objectifs de la loi du 19 janvier 2004.

La décision ministérielle déférée du 19 décembre 2016 est, par conséquent, à réformer et il convient d'accorder aux demandeurs l'autorisation sollicitée pour la mise en place sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ..., section A de ..., au lieu-dit «... », sous le

numéro ..., d'une piste extérieure en sable de 25x50 mètres qui sera utilisée à des fins exclusivement agricoles, à savoir uniquement dans le cadre de leurs activités liées à l'élevage de chevaux, à l'exclusion de toutes activités tenant à la garde de chevaux à des fins commerciales ou à des fins de loisirs, respectivement à la pratique du sport équestre sans rapport avec l'agriculture, et ce, conformément au plan soumis à l'appui de la demande litigieuse dont le contenu n'a pas été discuté par la partie étatique, ne serait-ce qu'à titre subsidiaire et suivant les conditions préconisées par le préposé de la Nature et des Forêts du triage de ... dans son avis du 26 avril 2016.

Enfin, les demandeurs réclament le paiement d'une indemnité de procédure de 2.000.- euros sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives. Les conditions d'application et notamment l'établissement du caractère d'iniquité résultant du fait de laisser les frais non répétables à charge des demandeurs n'ayant pas été rapportées à suffisance comme étant remplies en l'espèce, il y a lieu de rejeter la demande

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours principal en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié, partant, dans le cadre du recours en réformation, accorde à Monsieur ... et à son épouse, Madame ... l'autorisation pour la mise en place sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de ..., section A de ..., au lieu-dit « ... », sous le numéro ..., d'une piste extérieure en sable de 25x50 mètres qui sera utilisée à des fins exclusivement agricoles, à savoir uniquement dans le cadre de leurs activités liées à l'élevage de chevaux, à l'exclusion de toutes activités tenant à la garde de chevaux à des fins commerciales ou à des fins de loisirs, respectivement à la pratique du sport équestre sans rapport avec l'agriculture, et ce, conformément au plan soumis à l'appui de la demande d'autorisation et suivant les conditions préconisées par le préposé de la Nature et des Forêts du triage de ... dans son avis du 26 avril 2016 ;

renvoie le dossier au ministre pour exécution ;

dit qu'il n'y a pas lieu d'examiner le recours subsidiaire en annulation ;

rejette la demande en indemnité de procédure telle que formulée par les demandeurs ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 23 avril 2018 par :

Alexandra Castegnaro, premier juge,
Olivier Poos, premier juge,
Alexandra Bochet, attaché de justice,

en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Alexandra Castegnaro

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 23 avril 2018

Le greffier du tribunal administratif